

CES EUROCRATES QUI RÊVENT D'UNE POLICE DE LA PENSÉE

PAR JACK DION

A quelques encablures du scrutin européen, le 26 mai 2019, la Commission européenne a lancé un cri d'alarme ainsi résumé par *le Monde* : « Bruxelles s'inquiète des risques de manipulation des élections ». Nos amis les eurocrates ont proposé aux pays membres une batterie de mesures afin d'éviter, selon le quotidien du soir, « la désinformation, les cyberattaques ou des intrusions étrangères susceptibles de perturber les consultations électorales ».

Mais qui menace donc l'Union européenne ? Des extraterrestres repérés par les satellites ? Des djihadistes en approche des côtes méditerranéennes ? Des agents de Kim Jong-un parrainés par Gérard Depardieu ? Des espions de Moscou ? Nul ne sait. Reste un ennemi désigné par la Commission en des termes dignes d'un roman de John le Carré à l'époque de la guerre froide : « les pouvoirs globaux qui ne partagent pas nécessairement tous nos intérêts et toutes nos valeurs ». Où l'on voit que le complotisme n'épargne pas ceux qui prétendent le traquer sur les réseaux sociaux. Si l'on comprend bien, les multinationales, les lobbies, les banques, les Gafa et l'Otan ne sauraient être soupçonnables de quelque velléité interventionniste. Dont acte.

Au vrai, les commissaires de Bruxelles ont moins peur de la manipulation des élections que des élections elles-mêmes. Voilà pourquoi ils veulent instaurer une sorte de police de la pensée, en vue de gagner une bataille déjà perdue :

celle de l'opinion. A cette fin, ils rêvent de ramener l'élection européenne à un match truqué : l'Europe néolibérale ou les « populistes », comme ils disent ; l'Europe de Juncker et de Macron ou celle de l'extrême droite, à croire qu'il n'existe aucune alternative à cette opposition savamment mise en scène, et que toute critique de l'UE revient à s'aligner sur les thèses xénophobes.

La ficelle a la taille d'un câble de tanker. Voici peu, *Libération* titrait : « Face aux populistes, Macron se veut champion de l'Europe ». Le même jour, *le Monde* proclamait : « Comment Macron et Orban veulent incarner deux Europe opposées ». Avec ou sans Bruno Roger-Petit à l'Élysée, Emmanuel Macron peut viser le titre de champion de la désinformation. Car le plus

beau cadeau que l'on puisse offrir à Viktor Orban et à Matteo Salvini, c'est de laisser l'Europe continuer sur sa lancée actuelle et aller dans le mur sous les applaudissements des bonnes âmes.

Dans ces conditions, il est cocasse de voir la Commission de Bruxelles s'ériger en professeur de vertu et en donneur de leçons civiques. Ce panel non élu et non représentatif a érigé les traités européens en dogmes gravés dans le marbre, transformant toute voix critique en dangereux dissident. Un jour de lucidité, son président, Jean-Claude Juncker, l'a avoué : « *Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens.* » Bref, on

a le droit de voter mais à condition de bien voter. Sinon, c'est le retour à la case départ, comme on l'a vu en 2005 avec le traité constitutionnel européen (TCE), refusé par une majorité de Français et revenu peu de temps après sous la forme du traité de Lisbonne. Bref, quand il s'agit de dissenter sur les aléas de l'expression du suffrage universel en Russie, il y a embouteillage au portillon médiatique. Mais, quand les dignitaires de Bruxelles foulent aux pieds leurs propres règles, le silence est de rigueur.

Jusqu'ici, aucun représentant de l'institution européenne n'a daigné s'interroger sur les manipulations de l'opinion qui ont élargi la fracture entre les peuples et les élites de l'UE. Sur les estrades, on vante une création fantasmatique qui ne correspond à aucune réalité et qui crée un phénomène de rejet sur lequel surfent des partis d'extrême droite. A force de justifier l'injustifiable, de laisser

la mondialisation imposer la loi du capital et du libre-échange, de sanctifier l'euro, de s'accommoder d'une austérité à sens unique, d'opposer les pauvres aux pauvres en ne régulant pas l'immigration, les beaux esprits de Bruxelles ont ouvert les vannes d'un courant qu'ils ne peuvent plus maîtriser. Résultat : à chaque consultation, les eurolâtres sont renvoyés dans leur coin. Pourtant, ils persistent et signent, comme s'il était intolérable de s'interroger sur leur bilan et inconcevable de défendre une autre conception que la leur.

Charles Péguy disait : « *Il y a pire que d'avoir une mauvaise pensée, c'est d'avoir une pensée toute faite.* » Ce n'est pas la création d'une brigade d'intervention idéologique qui y changera quelque chose. ■

